Affirmation

Avec ses 193 membres, l'Organisation des Nations unies (ONU) est considérée comme l'organe le plus important de la communauté internationale. Sur le papier, elle est tenue à l'impartialité.

Faits

La réalité est différente : Depuis des décennies, l'ONU se distingue par une attitude massivement anti-israélienne. Aucun autre État au monde n'est plus souvent dénoncé par l'ONU pour ses violations des droits de l'homme qu'Israël, la seule démocratie du Proche-Orient. Et la Suisse tolère et soutient cette pratique douteuse depuis des décennies. En revanche, l'ONU n'a guère montré d'intérêt par le passé pour le comportement de son personnel travaillant pour les réfugiés palestiniens. Et ce, bien que des études aient montré que tant l'UNRWA, l' agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, que les ONG privées travaillant pour les Palestiniens sont souvent infiltrées par des membres d'organisations terroristes palestiniennes et contrôlées en coulisses par ces dernières.

Fin octobre 2023, quelques jours seulement après l'attaque terroriste du Hamas, le plus grand pogrom contre les Juifs depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Assemblée générale des Nations unies demande un cessez-le-feu immédiat à Gaza, remettant ainsi en question le droit d'Israël à se défendre. L'attaque du Hamas et les atrocités qui ont déclenché la guerre en premier lieu ne sont pas mentionnées. Seuls 14 pays ont voté contre la résolution, dont les États-Unis, l'Autriche, la Hongrie, la République tchèque et la Croatie. La Suisse soutient la résolution.

Par le passé également, la Suisse a régulièrement soutenu le vote unilatéral anti-israélien de l'Assemblée générale des Nations unies. En 2023 (au 10.11.), 14 résolutions visent Israël et seulement sept les Etats du reste du monde. Qu'a fait la Suisse ? Elle a voté pour toutes les résolutions anti-israéliennes ou s'est abstenue de voter.

Les chiffres pour 2022 présentent une image analogue : 15 résolutions contre Israël, une seule contre l'Afghanistan, la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie et aucune contre la Russie, la Chine, le Qatar ou l'Arabie saoudite – des États qui violent continuellement les droits de l'homme de la manière la plus grave. Là encore, la

Suisse approuve les résolutions ou s'abstient de voter.

Selon UN-Watch, entre 2015 et 2022, 140 résolutions visent Israël, 68 se répartissent sur le reste du monde. La seule démocratie du Moyen-Orient aurait ainsi violé les droits de l'homme deux fois plus souvent que tous les autres Etats réunis.

Marianne Binder-Keller, conseillère nationale du centre, a demandé dans une interpellation de 2020 des réponses sur les conséquences que la Suisse tire de la pratique de condamnation unilatérale de l'ONU à l'égard d'Israël, d'autant plus que le DFAE confirme dans l'affaire 20.5417 que ces condamnations sont « singulièrement élevées » par rapport aux autres pays, comme elle l'écrit. L'interpellation a été classée en novembre 2022, « car elle n'a pas été traitée définitivement par le Conseil dans un délai de deux ans ».

L'Assemblée générale de l'ONU n'est pas la seule instance à diaboliser Israël depuis des années. Depuis sa création en 2006, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, dont le siège est à Genève, a adopté plus de résolutions sur Israël (104) que sur n'importe quel autre pays du monde, et plus que sur l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord réunis.

Actuellement, le Conseil des droits de l'homme compte parmi ses membres des pays méprisant les droits de l'homme tels que la Chine, le Kazakhstan, le Qatar, la Somalie et le Soudan. L'Iran, quant à lui, a été élu pour le 1er novembre 2023 à la tête d'un forum social du Conseil – un régime qui bafoue les droits de l'homme, en particulier ceux des femmes et des filles, et qui est le cerveau de l'attaque terroriste contre Israël du 7 octobre 2023.

La diabolisation d'Israël est également au programme du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Ainsi, un an seulement après la création du Conseil, un ordre du jour fixe a été introduit, le point 7 de l'ordre du jour devant obligatoirement porter sur la « situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés ». Aucune autre zone de conflit ne fait l'objet d'un point comparable à l'ordre du jour. Par conséquent, Israël est souvent condamné. La Suisse ne s'oppose pas à cette pratique.

En 2017, Hans-Ulrich Bigler, alors conseiller national PLR, a demandé dans une motion que la Suisse s'engage à abolir cette inégalité de traitement. La Fédération

suisse des communautés israélites (FSCI) a soutenu cette demande. Le Conseil national a rejeté la motion par 106 voix contre 77, principalement grâce à la gauche du Conseil qui a voté presque unanimement contre.

Sous l'effet des atrocités commises par l'organisation terroriste palestinienne contre des civils israéliens le 7 octobre 2023, le Conseil national a décidé en décembre 2023, dans un premier temps certes sur proposition de son membre David Zuberbühler (UDC), de supprimer la contribution de la Suisse de 20 millions de francs à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les Palestiniens (UNRWA). La raison : l'UNRWA a été accusée à plusieurs reprises par le passé d'antisémitisme et de proximité avec des organisations terroristes palestiniennes. Cela incluait une propagande massivement antisémite et anti-israélienne dans les manuels scolaires, financée à l'aide de fonds de l'UNRWA, donc également avec l'argent des contribuables suisses. Cela s'explique par le fait que de nombreux employés de l'UNRWA sont eux-mêmes palestiniens (au sein de l'organisation sœur de l'ONU, le HCR, qui est responsable de tous les autres groupes de réfugiés pris en charge par les Nations unies, de tels chevauchements de personnel ne sont pas à l'ordre du jour). Mais le Conseil des Etats s'est opposé à cette réduction, qui a donc été annulée lors de la conférence de conciliation des deux Chambres. Aujourd'hui, la suppression de l'aide à l'UNRWA est à nouveau en discussion, à l'initiative de David Zuberbühler. En effet, il a été rendu public qu'au moins douze employés de l'UNRWA ont été impliqués dans le massacre de civils israéliens perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023. Un certain nombre d'autres pays ont donc déjà suspendu leur contribution à l'UNRWA : Etats-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Japon, Finlande, Australie et Canada.